

## **La Global Alliance for Tax Justice (GATJ) félicite les Etats d'avoir franchi une nouvelle étape vers l'élaboration d'une Convention sur la fiscalité**

*Les Etats avancent dans la prochaine étape vers une Convention-Cadre des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale, entamant un processus historique de deux ans pour réparer les règles fiscales mondiales. La Global Alliance for Tax Justice salue ce début prometteur des négociations intergouvernementales officielles.*

New York City, 6 février 2025 - *"Notre système fiscal mondial est défaillant. Parce que les multinationales et les riches sont en mesure de tirer profit de règles fiscales mondiales dysfonctionnelles et obsolètes, des milliards sont perdus en raison de la fraude et de l'évasion fiscale. Cet argent pourrait et devrait être utilisé pour financer durablement les services publics, le développement, l'action climatique, etc. A l'issue de ces premières négociations, les Etats font un pas de plus vers la résolution de ce problème par le biais d'une Convention sur la fiscalité des Nations unies. Malgré les divergences sur les modalités de prise de décision, tous les États membres des Nations Unies, à l'exception des États-Unis, ont décidé de rester à la table des négociations. Il s'agit là d'une issue importante dont il faut se réjouir. Les Etats doivent maintenant continuer à travailler ensemble pour produire une Convention-Cadre ambitieuse", a déclaré Dereje Alemayehu, coordinateur exécutif de la Global Alliance for Tax Justice (GATJ).*

Cette semaine s'est achevée la session d'organisation des négociations d'une nouvelle Convention-Cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale (Convention sur la fiscalité des Nations unies), un processus qui devrait déboucher sur trois accords juridiquement contraignants d'ici à la mi-2027 : une Convention-Cadre et deux protocoles préliminaires. Le premier protocole préliminaire porte sur l'imposition des revenus tirés de la prestation de services transfrontaliers dans une économie de plus en plus numérisée et mondialisée, et le second a été confirmé aujourd'hui. Les négociations se sont déroulées au siège des Nations unies à New York du 3 au 6 février.

Aujourd'hui, les Etats se sont mis d'accord pour prendre des décisions à la majorité simple lors des négociations sur le contenu de la Convention-Cadre, conformément aux modalités de l'Assemblée générale des Nations unies. Les Etats se sont également mis d'accord sur la prévention et la résolution des différends fiscaux comme sujet pour le deuxième protocole. Les questions de fond relatives à ces deux protocoles préliminaires seront tranchées à la majorité des deux tiers. Les modalités de participation de la société civile et des autres parties prenantes ont également été convenues.

Lundi, à l'issue d'une session au cours de laquelle les États membres prononçaient leurs premières déclarations générales, la délégation américaine a annoncé qu'elle se retirait du processus et a quitté les négociations. Ce retrait n'a pas eu d'impact sur les négociations.

**Tove Maria Ryding**, Coordinatrice sur la justice à Eurodad (Eurodad) et membre du comité de coordination de l'Alliance mondiale pour la justice fiscale, a commenté le retrait des États-Unis et les modalités de la prise de décision finale : *"Avec le rejet massif que les États-Unis expriment actuellement face à la coopération internationale, y compris à la Convention sur la fiscalité de l'ONU, il était clair que la prise de décision par consensus n'était pas une option, car cela aurait pu permettre à un seul pays d'empêcher tous les*

*autres d'avancer. Dans cette optique, il était très étrange de voir un certain nombre de pays européens continuer à réclamer une prise de décision par consensus. Malgré ce comportement peu constructif, il est bon de voir que le travail sur la Convention sur la fiscalité des Nations Unies avance si bien, et que le décor est planté pour la négociation d'une Convention-cadre des Nations Unies sur la fiscalité qui soit juste, efficace, inclusive et ambitieuse".*

**Everlyn Muendo**, chargée de la politique fiscale et de l'architecture financière internationale au sein du réseau Tax Justice Network Africa, membre de la Global Alliance for Tax Justice, a déclaré : *"Nous saluons l'esprit de coopération qui a permis à ces négociations de démarrer sur les chapeaux de roue. Une fois de plus, comme l'a souligné le Groupe africain à plusieurs reprises au cours des négociations cette semaine, une coopération fiscale internationale inclusive ne profitera pas seulement aux pays en développement, mais aussi aux pays développés. En ces temps difficiles pour le multilatéralisme, nous devons tous et toutes nous efforcer de travailler ensemble pour faire avancer cet important programme.*

**Jeannie Manipon**, co-coordinatrice de Tax and Fiscal Justice Asia (TAFJA) et membre du comité de coordination de la Global Alliance for Tax Justice, a déclaré : *"Il y a des raisons d'être optimiste quant au fait que les négociations resteront sur la bonne voie malgré l'intensification des menaces contre le multilatéralisme. La conclusion positive de ce cycle de négociations peut être attribuée à un leadership fort et à la reconnaissance commune par les États membres de l'énormité des problèmes que la Convention sur la fiscalité des Nations unies doit traiter de toute urgence et du mandat que l'Assemblée générale leur a donné. Il s'agit de combler les failles d'une architecture fiscale internationale obsolète. Cette architecture a engendré et exacerbé des inégalités au sein des pays et entre eux. Nous félicitons le comité de négociations et lui demandons de maintenir le cap.*

**Luis Moreno**, président du comité de coordination de la Global Alliance for Tax Justice et membre de la Red de Justicia Fiscal de América Latina y el Caribe, a déclaré : *"Les décisions prises à l'ONU représentent une victoire pour les pays du Sud et tous les pays qui perdent des milliards à cause de la fraude et de l'évasion fiscales des multinationales et des personnes fortunées. Les résultats obtenus aujourd'hui renforcent l'essence et l'objectif de la convention sur la fiscalité des Nations Unies, qui est d'établir des règles fiscales mondiales qui soient équitables, justes, efficaces, transparentes et inclusives. Ceci est essentiel si nous voulons mobiliser les ressources nationales pour financer les politiques publiques qui assurent le développement, la réalisation des droits humains, la réduction des disparités entre les genre et la lutte contre les effets du changement climatique".*

**Fin**

**Pour plus de ressources :**

- Pour plus d'informations sur les négociations et l'importance de ce processus, lire l'article de GATJ [ici](#).
- La réaction de GATJ au retrait des Etats-Unis des négociations est disponible [ici](#).
- Les négociations peuvent être suivies sur UN Web TV [ici](#).
- Plus de détails sur la logistique des négociations peuvent être trouvés sur le site de l'ONU [ici](#).

**Contact :**

Alexandra Wenzel, Coordinatrice de la communication mondiale, GATJ  
alexandra@globaltaxjustice.org, WhatsApp +41 778133732

**À propos des GATJ :**

The Global Alliance for Tax Justice (GATJ) est une coalition mondiale dirigée par le Sud dans le mouvement pour la justice fiscale. Ensemble, nous œuvrons pour un monde où des politiques fiscales progressives et redistributives combattent les inégalités tant à l'intérieur des pays qu'entre les pays, et génèrent les financements publics nécessaires pour garantir les services essentiels et les droits humains.

La GATJ co-coordonne le groupe de travail fiscalité et genre (TGWG). Créée en 2013, la GATJ regroupe des réseaux régionaux pour la justice fiscale en Asie (Tax & Fiscal Justice Asia), en Afrique (Tax Justice Network Africa), en Amérique latine (Red de Justicia Fiscal de América Latina y el Caribe), en Europe (Tax Justice-Europe) et en Amérique du Nord (Canadians for Tax Fairness & FACT Coalition), représentant collectivement des centaines d'organisations.